

Réformer pour en finir avec les privilèges abusifs

En période de croissance faible, réclamer une plus grande sécurité d'emploi pour ceux qui travaillent, c'est signifier à ceux qui sont à la recherche d'un emploi une chance moindre d'en trouver un.

Une bonne idée que l'on veut imposer, c'est une mauvaise idée. Faute de pédagogie, la réforme du droit du travail, proposée par la ministre El-Khomri, risque fort de rejoindre le cimetière des bonnes idées rejetées par la coalition de ceux qui sont prisonniers d'un catéchisme idéologique. C'est l'héritage du XIX^e siècle où l'entrepreneur et l'économie de marché étaient au mieux ignorés et, au pire, assimilés à l'exploitation capitaliste. Pourtant, Jean Jaurès avait relevé dans *la Dépêche de Toulouse* du 28 mai 1892: «*Patrons français, soyez fiers de l'être.*» Mais il n'a pas été entendu. Le débat divise toujours la gauche dont une

partie agissante rêve d'un monde où tous les salariés seraient fonctionnaires et qui peut saluer les entrepreneurs sur le papier mais les suspecte dès qu'ils ont des salariés. C'est ainsi que sur les 3 150 000 entreprises de notre pays, la très grande majorité ont moins de 10 employés et sont souvent des «solos» (sans employés). Les petits patrons ne font pas le saut de la première embauche par crainte de ne pouvoir débaucher (sans mettre la clé sous la porte) si l'employé ne fait pas l'affaire ou si les perspectives de marché ne sont pas au rendez-vous. D'où l'idée du gouvernement de sécuriser les conditions du licenciement (en limitant les indemnités prud'homales et en simplifiant les causes).

Cette nouvelle flexi-sécurité est bien différente de la flexi-rigidité actuelle. Cette dernière profite d'abord aux CDI qui représentent 85 % des emplois actuels alors que 90 % des jeunes qui sont embauchés le sont en CDD. La meilleure des sécurités, c'est la compétence professionnelle acquise sur le terrain de l'emploi, celui qui la détient n'a rien à craindre de son employeur qui fera tout pour le garder de peur qu'il ne parte à la concurrence.

Nos prisonniers idéologiques aujourd'hui se rassemblent sur Internet (ils seraient plus d'un million, l'ordinateur va-t-il rem-

placer les urnes?) pour refuser d'appliquer chez nous ce que font nos voisins, notamment en Espagne. Ils sont le plus souvent marqués à gauche. Comme ceux qui ont signé le 25 février avec Martine Aubry, Thomas Piketty, Daniel Cohen, Daniel Cohn-Bendit, une charge explosive contre la réforme. On relèvera, avec amusement, que d'autres économistes non moins marqués à gauche comme Philippe Aghion, Olivier Blanchard, Elie Cohen ont signé, le 5 mars dans *le Monde*, un appel collectif en faveur de cette réforme dans laquelle ils voient avec Jean Tirole et Pierre Cahuc: «*Une avancée pour les plus fragiles.*» Ils relèvent que l'Espagne a adopté une loi similaire en 2012 qui a permis un surcroît de 300 000 embauches en CDI dès l'année suivante.

Il y a donc deux camps dans ce pays: d'un côté, celui des réformistes, qui veulent briser le consensus sur le chômage de mauvaise gestion de l'abondance (le chômage a quadruplé depuis 1975 en France alors que le PIB/habitant a doublé) et, de l'autre côté, celui des nantis de la sécurité d'emploi, qui sont prêts à tout pour garder leurs avantages acquis, quitte à voir la précarité et l'exclusion des autres augmenter.

Le chômage augmente en France parce qu'il y a un consensus entre les acteurs dominants du jeu social pour ne rien changer aux règles sur le coût du travail, le salaire minimum, l'incitation à travailler, la protection des salariés. Les chômeurs constituent le maillon faible des rapports

de force. Même le récent rapport Badinter sur le droit du travail n'a pas échappé à la règle: un renforcement des avantages des travailleurs insérés à plein temps dans les entreprises. En oubliant, comme d'habitude, ceux qui sont en dehors: les travailleurs à temps partiel, les chômeurs.

Dans une société centralisée, et à chômage élevé, les mieux placés pour changer la répartition des revenus à leur profit sont ceux qui contrôlent les secteurs clés (énergie, transports, communications) et qui bénéficient, par leur statut, de la sécurité de l'emploi. Les contrôleurs aériens en sont un exemple caricatural. Or, le temps n'est plus où ce qui était obtenu par les uns finissait par être accordé aux autres. En période de croissance faible, l'effet d'entraînement disparaît. Les avantages acquis se transforment en privilèges abusifs: réclamer, pour ceux qui travaillent, des augmentations ou une plus grande sécurité d'emploi, c'est signifier à ceux qui sont à la recherche d'un emploi une chance moindre d'en trouver un.

Pour illustrer ce propos, il suffit de prendre l'image du jeu des quatre coins dans une cour de récréation. Une personne sur cinq sera donc au chômage. Ce n'est pas un problème si chacun tourne autour des quatre coins d'emploi, car ce n'est pas toujours le même qui est au milieu: le passage au milieu peut être mis à profit pour se consacrer à une autre activité (formation, éducation d'enfants, loisirs). La question de la fluidité du marché du travail serait résolue si on instaurait un CDI pour tous, plus flexible pour chacun, mais plus sécurisant pour l'ensemble. C'est parce qu'il s'attaque enfin au consensus sur le chômage que nous disons oui au projet courageux de Myriam el-Khomri. ◀

Auteur de: *Libérez l'emploi, Poche Odile Jacob 2015.*

Par
MICHEL GODET



DR

Vice-président de la Fondation MMA des Entrepreneurs du futur, membre de l'Académie des technologies.